

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

CENTRAFRIQUE/PROCÈS. UN CRIMINEL DE GUERRE PRÉSUMÉ DEVANT LA CPI

Un suspect de crimes de guerre en République centrafricaine a comparu pour la première fois hier devant la Cour pénale internationale (CPI). Mahamat Said Abdel Kani, 50 ans, un commandant présumé de la coalition rebelle à dominante musulmane Séléka, responsable de nombreuses violences dans le pays en 2013, avait été remis dimanche par les autorités de Bangui à la CPI, sur la base d'un mandat d'arrêt délivré par l'un des juges du tribunal en 2019.

FRANCE/POLITIQUE. LE PROJET DE L'EXTRÊME DROITE CONTRE L'ISLAMISME

Bannir les "idéologies islamistes" de la société : la patronne de l'extrême droite française Marine Le Pen a présenté hier son projet sur le sujet, à quinze mois de la présidentielle où elle s'affirme comme la rivale numéro un du président sortant Emmanuel Macron. Le port du voile est dans le collimateur du Rassemblement national, son parti, qui propose d'interdire les "tenues islamistes" dans l'espace public.

RUSSIE/OPPOSITION. LES ALLIÉS DE NAVALNY ASSIGNÉS À RÉSIDENCE AVANT LES MANIFESTATIONS

Les autorités russes ont multiplié hier les mises en garde et les procédures judiciaires visant les partisans d'Alexeï Navalny, assignant plusieurs d'entre eux à résidence à deux jours d'une nouvelle journée de manifestations pour réclamer la libération de l'opposant. Le frère de M. Navalny, Oleg, a notamment été assigné à résidence, tout comme le coordinateur de l'équipe de M. Navalny à Moscou, Oleg Stepanov, ou encore Anastassia Vassilieva, à la tête d'un syndicat de médecins lié à l'opposant.

RDC : Tshisekedi a les mains libres

M. A. (Source : AFP)
Libreville/Gabon

La position du Premier ministre était devenue intenable. Il a fini par démissionner hier, laissant les mains libres au président Félix Tshisekedi à la tête de la République démocratique du Congo (RDC), géant fragile de l'Afrique centrale. Soutenu par les Américains et l'Union européenne, le chef de l'Etat, au pouvoir depuis deux ans, a donc reçu hier la démission de Sylvestre Ilunga Ilunkamba, fidèle de Joseph Kabila désavoué mercredi par une motion de censure adoptée par l'écrasante nouvelle majorité pro-Tshisekedi à l'Assemblée nationale (367 voix sur 377 votants et 500 députés au total). Le président doit désormais appliquer les promesses qu'il a faites aux quelque 85 millions de Congolais en annonçant la fin de sa coalition avec M. Kabila le 6 décembre : lutter contre la corruption et la misère qui touche les 2/3 de la population, ramener la paix dans l'Est du pays, ensanglanté par les violences des groupes armés... Le Premier ministre, 73 ans, "a déclaré avoir tiré les conséquences de l'évolution de la situation politique actuelle", a indiqué la présidence sur son compte Twitter. La situation est désormais plus que favorable à l'ex-opposant Félix Tshisekedi, un civil qui a vécu entre le Congo et la Belgique, face à son prédécesseur, Joseph Kabila, militaire de formation. M. Tshisekedi, 57 ans, peut désormais gouverner seul, sans les contraintes de l'accord de coalition qu'il avait conclu avec M. Kabila et sa majorité parlementaire juste avant son investiture le 24 janvier 2019. Le fils de l'opposant historique Etienne Tshisekedi va commencer par nommer le Premier ministre et le gouvernement de son choix. Pour ce faire, il dispose d'une large majorité de 391 députés sur 500 à l'Assemblée nationale, d'après le pointage du chargé de mission (un "informateur" en droit congolais) qu'il avait



Après la démission du Premier ministre, un fidèle de son prédécesseur Joseph Kabila, le président Félix Tshisekedi a désormais les coudées franches pour mettre en œuvre son programme.

nommé pour identifier sa propre "majorité d'union sacrée de la Nation". Agitant une menace de dissolution, le président a rallié à sa cause 24 "regroupements" politiques, dont certains affiliés hier encore au Front commun pour le Congo (FCC), la ma-

chine de guerre politique que M. Kabila avait mis en place pour quitter le pouvoir sans perdre son influence politique. Dans ce pays où la politique et l'affairisme font cause commune, des députés FCC ont cédé à l'appât du gain, rapportent des rumeurs

persistantes. M. Tshisekedi a aussi rallié à sa cause deux opposants de poids, le riche homme d'affaires Katangais Moïse Katumbi, issu de l'est, et l'ancien chef de guerre Jean-Pierre Bemba, populaire à Kinshasa et dans l'ouest du pays.

Gérer les appétits

POUR avoir désormais les coudées franches à la tête de son pays, le président Félix Tshisekedi n'en est pas moins à l'abri des ambitions de ces nouveaux alliés.

De fait, il va devoir gérer les appétits de MM. Katumbi et Bemba, qui vont exiger des postes et des responsabilités au gouvernement et à l'Assemblée nationale. Le test aura lieu dès la semaine prochaine, lors de l'élection du nouveau bureau de l'Assemblée.

En moins de deux mois, Félix Tshisekedi a fait sauter tous les verrous que son prédécesseur Kabila avait mis en place avant de lui céder le pouvoir en janvier 2019, en espérant bien revenir aux affaires aux prochaines élections de 2023.

La coalition, la majorité pro-Kabila à l'Assemblée, le Premier ministre et son gouvernement pléthorique de 65 ministres dont les 2/3 étaient membres du FCC pro-Kabila : "Béton" Tshisekedi (l'un de ses surnoms) a abattu une par une toutes les murailles qui protégeaient Joseph Kabila. Désormais isolé et replié dans son fief du Katanga, à Lubumbashi, avec quelques fidèles, Joseph Kabila, 49 ans, garde toujours le silence. Avant de lancer son offensive, M. Tshisekedi s'était assuré de la fidélité de l'Etat-major de l'armée, dont tous les hauts gradés avaient été nommés pendant



Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi

le règne de Joseph Kabila, qui avait été propulsé à la tête de la RDC après l'assassinat en janvier 2001 de son père, Laurent-Désiré Kabila. L'armée a respecté jusqu'à présent son pacte républicain, en restant loyal à son commandant en chef, le président de la République.

M. A. (Source : AFP)